



Résistances

ATTAC Biterrois

enkidou@club-internet.fr

Réunions les 1^{er} et 3^{ème}
lundis du mois à Béziers.
18h30, 2 rue Voltaire à
Béziers.

Renseignements

Alain 04 67 39 19 08

ATTAC Jaur Sommail

Lacigale-stpons@wanadoo.fr

Réunions le 2^{ème} mercredi de
chaque mois au tabac La
Cigale (Route de Castres à
Saint Pons) à midi et demi.

Renseignements

Pierre 04 67 97 17 88

Permanence mercredi sur le
marché de Saint Pons

ATTAC Bédarieux

Réunions les 1^{er} et 3^{ème}

mardis de chaque mois.

Renseignements

Denis 04 67 95 14 99



Le G8, un directoire mondial illégitime

Le G8 a tenu sa première réunion en 1975 à Rambouillet (France) quatre ans après la modification du système monétaire international instauré après la Seconde Guerre mondiale. L'objectif de ce groupe, qui s'est toujours voulu informel, était d'être un espace de concertation entre les grandes économies mondiales. Basé sur le fonctionnement du "concert européen" du XIX^{ème} siècle, c'est-à-dire de l'arrangement entre grandes puissances afin de ménager l'équilibre des forces, le G8 est rapidement arrivé à s'imposer comme un gouvernement mondial sans mandat démocratique. Le G8 émet ainsi des recommandations sur de nombreux sujets, souvent suivies d'effets grâce à ses relais dans les organisations internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Organisation mondiale du commerce (OMC), sans que les chefs d'État ou de gouvernement qui y sont présents aient le moindre mandat démocratique pour décider de l'avenir de la planète.

2007, toujours les mêmes mensonges

Le G8 se tiendra cette année à Heiligendamm, en Allemagne, du 6 au 8 juin. L'agenda officiel se concentre sur la stabilité du marché mondial, le développement de l'Afrique, la lutte contre le réchauffement climatique et l'approvisionnement énergétique. Comme d'habitude, ces beaux principes cachent des réalités moins glorieuses.

Stabilité du marché mondial ?

Les pays du G8, par leur soutien constant depuis les années 80 à l'émergence d'un capitalisme financier sans frontière et à un commerce mondial sans autre règle que celle de la concurrence déloyale, par leur laxisme face aux paradis fiscaux, sont les premiers responsables de l'instabilité chronique du système économique mondial actuel et des crises financières toujours plus graves que nous connaissons. Mexique, pays d'Asie du Sud-Est, Russie, Argentine : autant de crises financières et de victimes de l'irrationalité et de la brutalité des marchés financiers mondiaux ces quinze dernières années. Une lutte sincère contre l'instabilité des marchés mondiaux ne saurait éluder la question des paradis fiscaux et celle de la régulation de la finance internationale par la mise en place de taxes globales ; choses que le G8 n'aborde pourtant pas.

Lutte contre la pauvreté ?

Le G8 a été à l'origine de la mise à sac des pays du Sud par ses responsabilités dans la crise de la dette, par l'imposition, via les institutions financières internationales (Banque mondiale, FMI), des plans d'ajustement structurel qui ont transformé les pays du Sud en hard-discount pour multinationales, et enfin par son refus aujourd'hui de réellement mettre en place une politique d'annulation globale de cette dette.

Les mesures prises ces dernières années dans le cadre du G8 n'ont été que des mesures de marketing : de l'initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) de Cologne en 1999 aux engagements multilatéraux pris à Gleneagles en 2005, pratiquement jamais les membres du G8 n'ont proposé autre chose que de supprimer des dettes qui n'auraient de toute façon jamais été payées,

Résistances est un art collectif.
Supplément à Ligne d'ATTAC.
Envoyez vos articles pour le
prochain journal à
serge.rec@free.fr ou A Fauré, 19
chemin du Mas Bouran, 34290
Servian
Imprimé par nos soins sur papier
recyclé.

(Suite de la première page)

tout en maintenant les pays du Sud sous un fardeau insoutenable en reniant leurs engagements d'année en année. Fardeau qui engendre un véritable pillage des richesses du Sud, y compris financières : en 2005 les transferts nets de capitaux du Sud vers le Nord se sont élevés à 354 milliards de dollars. Aujourd'hui, ce sont les pays du Sud qui financent ceux du Nord ! Les pays du G8 n'ont pas le droit de verser des larmes de crocodile sur le sort de l'Afrique alors que, pour la première fois depuis 10 ans, l'aide au développement des pays du G8 est en baisse en 2006, et pendant que le montant de la dette des pays du Sud culmine à un triste niveau historique de 2 800 milliards de dollars.

Lutte contre le réchauffement climatique ?

Les membres du G8 ont une responsabilité historique dans le réchauffement climatique. Or les mesures préconisées par ceux-ci sont loin d'être à la hauteur des enjeux. Les premiers pas désastreux du système européen de permis négociables montrent l'insuffisance de ce système basé uniquement sur la foi dans la régulation par le marché. La lutte contre le réchauffement climatique et la crise écologique que nous traversons impliquent une réelle mise en cause du mode de vie occidental qu'il est impossible de faire adopter à l'ensemble de la planète. Tandis que les dirigeants des pays riches nous bercent d'illusions sur la régulation par le marché et sur la promesse de lendemains qui chantent grâce à des progrès technologiques fantasmés, ils entrent dans un jeu géopolitique inacceptable de guerres et de tensions pour l'accaparement des matières premières et des dernières ressources en hydrocarbures de la planète, comme le montrent la guerre en Irak ou les chantages au gaz naturel de la Russie, ainsi que les premières tensions diplomatiques avec la Chine en Afrique.

Ce G8 doit être le dernier !

Attac demande la suppression du G8, ce directoire illégitime du monde. Attac prône une réforme radicale de la régulation internationale autour de l'ONU et des textes fondamentaux dont elle est garante (Déclaration universelle des droits de l'homme, Charte des Nations unies, conventions de l'Organisation internationale du travail...).

Attac France exige des membres du G8 des engagements clairs pour les pays du Sud :

- **L'annulation totale de la dette publique de ces pays.**
- **La transparence et le contrôle des flux financiers par des taxes globales, ainsi que la**

restitution des fonds détournés par les régimes corrompus et les multinationales occidentales.

- **L'abandon des conditionnalités et des plans d'ajustement structurel.**

- **La définition d'un droit international de la dette et la création d'une instance juste d'arbitrage entre les intérêts des créanciers et des débiteurs.**

- **La suppression des subventions occidentales aux exportations vers les pays du Sud, et la reconnaissance du droit de ces pays à la souveraineté et à la sécurité alimentaires.**

C'est pour porter ces exigences qu'Attac France appelle à se rendre massivement du 1er au 8 juin au contre-sommet de Heiligendamm pour manifester notre opposition à ceux qui se prétendent les maîtres de la planète.



Face aux menaces de l'Europe libérale, Attac demande 5 engagements publics aux candidats aux législatives

Les 10 et 17 juin prochain, les citoyens vont élire **une nouvelle Assemblée nationale. Les pouvoirs de celle-ci sont fortement limités** pour deux raisons :

• **La constitution de la Cinquième République bride strictement ses pouvoirs, et confère à l'exécutif la prépondérance sur le législatif et même une réelle autonomie.** On peut donc faire confiance à Nicolas Sarkozy, s'il obtient une majorité parlementaire, pour mener l'Assemblée à la baguette et la plier à ses quatre volontés ;

• **Qui plus est, une très grande partie des actes juridiques qui régissent la vie quotidienne des citoyens sont la simple transposition en droit national de décisions prises au niveau européen par les gouvernements et les institutions communautaires.** Le Parlement français, pour sa part, a seulement le pouvoir d'amender à la marge et

d'entériner après coup les transpositions proposées par l'exécutif. Nos futurs députés disposent par conséquent d'une souveraineté très réduite.

De cette manière, en application du dogme de la « **concurrence libre et non faussée** » sur lequel reposent pour l'essentiel les traités européens, **les gouvernements ont pu, depuis des décennies, décider à huis clos des politiques ultralibérales comme celles sur la libéralisation du marché de l'électricité ou de La Poste.** Ils les ont ensuite présentées à l'opinion comme des « contraintes » ou des « engagements » communautaires auxquels on ne pouvait pas s'opposer sauf à passer pour de « mauvais Européens ».

Après le rejet sans appel (55 % des suffrages) du traité constitutionnel européen (TCE) par le peuple français le 29 mai 2005, Nicolas Sarkozy (53 % des suffrages) entend se livrer à un tour de passe-passe : élaborer, avec ses partenaires de l'UE, un TCE dit « allégé », et le faire voter non pas par l'ensemble des citoyens, mais, à leur insu, par un Parlement qu'il espère à sa dévotion.

Attac demande à tous les candidats aux élections législatives, quelle que soit leur affiliation politique, de prendre cinq engagements publics :

- **exiger, dès l'installation de la nouvelle Assemblée nationale, un débat sur la politique européenne du gouvernement et voter une résolution en faveur d'une renégociation des Traités confiée à une Assemblée européenne élue au suffrage universel et de la tenue d'un référendum sur tout nouveau traité européen que ce soit ;**

- **demander au nouveau gouvernement d'assumer clairement, le cas échéant, ses propres choix en faveur des libéralisations, ou, s'il prétend s'y opposer, de refuser de siéger dans toutes les réunions européennes où seront discutées des mesures de libéralisation ;**

- **d'ouvrir un débat sur la régulation macro-économique de la zone euro qui, pour l'instant, pèse gravement sur l'emploi et l'investissement public**

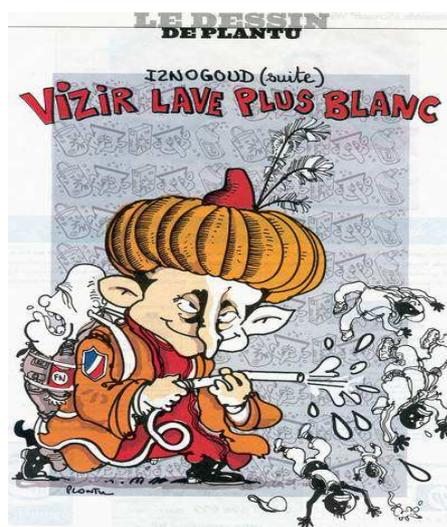
- **s'opposer, en particulier, à la nouvelle directive postale** actuellement en discussion au Parlement européen. L'application de cette directive entraînerait la fermeture de 6 à 7 000 bureaux de poste, surtout dans les zones rurales, une profonde dégradation du service aux usagers et l'augmentation des tarifs ;

- **refuser l'application de la directive européenne sur la libéralisation du marché de l'électricité** qui doit entrer en vigueur le 1er juillet et qui va se

traduire par une augmentation des tarifs pour les usagers.

Les citoyennes et les citoyens ne veulent pas d'une Europe privilégiant les seuls intérêts des principaux acteurs financiers et commerciaux.

C'EST POURQUOI ATTAC APPELLE TOUS LES CANDIDATS À SE COMPORTER COMME D'HONNÊTES REPRÉSENTANTS DU PEUPLE EN OUVRANT LES DÉBATS SUR LA NATURE DES CHOIX ET DES POLITIQUES EUROPÉENS.



Un livre à lire absolument :

Cela s'appelle « **attac la politique autrement ?** », est sous-titré « **enquête sur l'histoire et la crise d'une organisation militante** », et a été écrit et publié aux éditions « **la découverte** » par Raphaël Wintrebert, un sociologue qui a fait une thèse sur attac.

J'en vois déjà qui blêmissent. Alors si je rajoute que ce livre coûte 22 € dans les bonnes librairies je connais plus d'un qui s'apprête à passer à l'article suivant, ils auraient tort ! Non pas que l'ouvrage soit facile, se lise vraiment comme un roman... mais parce que c'est une mine d'informations sur l'histoire du mouvement alter mondialiste.

Trois parties:

Primo : « comment à attac s'est imposée en France (1998 - 2000) » (ça intéressera les nouveaux, mais n'est pas seulement) explication de l'architecture de l'association, du pourquoi des statuts, des fondateurs, des relations conflictuelles avec d'autres structures (CCOMC d'Agnès Bertrand etc...).

Segundo: « comment les militants locaux bousculent l'équilibre des pouvoirs dans attac (2000 -2002) » l'émergence des comités locaux, les questions d'agenda, la question de la démocratisation d'attac...

Tertio: « comment la direction nationale s'est délitée (2002 – 2006)» une crise politique ou une crise stratégique ? (d'aucuns, tout en espérant qu'elle n'ait pas les mêmes conséquences, l'ont comparé à la polémique qui opposa en 1903 à Londres, la majorité -« Bolchevik » en russe- à la minorité -« menchevik »- du parti ouvrier social démocrate russe). Les fractures, les élections, la fraude, les élections...

Cette lecture devrait vous permettre de comprendre le pourquoi, le comment des affrontements...

Certes, il est probable que, faute de les avoir rencontrés en A.G., en C.N.C.L., à l'université d'été, dans les commissions, sur le net, vous ne pourrez goûter au plaisir de reconnaître, malgré leur pseudo, un certain nombre des protagonistes.

Cependant l'intérêt majeur de ce texte réside à mes yeux dans la description des mécanismes par lesquels on arrive (ou non) à faire relayer les préoccupations qui semblent essentielles par un collectif...

Il y a un « savoir-faire militant » qu'il faut s'approprier, si on veut être efficace, pour défendre, faire avancer ses idées... il y a un manifestement des compétences à acquérir si l'on ne veut

pas se sentir par trop manipulé, il faut pouvoir repérer les « ficelles » pour ne pas se laisser « piéger » par les manœuvres des manipulateurs (encartés ou non!).

Le plus beau étant que tout ce que vous apprendrez à la lecture de ce bouquin qui

ne parle que d'attac peut largement aider à comprendre ce qui s'est passé dans les « comités du NON » et leurs avatars, ce qui se passe dans les syndicats ou les partis, dans les « collectifs et dans nombre d'associations..

Aussi je suis persuadé qu'à ceux qui veulent « faire de la politique autrement », la lecture de ce livre (qui ne coûte finalement que 22 € pour plus de 300 pages) constitue une aide précieuse pour éviter pas mal d'impasses.

Alain

IL VEUT TOUT FAIRE !



Une révolution conservatrice

Les commentateurs de cette élection **présidentielle** ont répété en boucle que l'un des mérites **du scrutin majoritaire** est d'avoir mis en veilleuse le Front National.

Bien au contraire, je pense que l'on a assisté à une « lepénisation » de la vie politique française puisque les thèmes qui faisaient ses succès électoraux – sécurité, immigration, impôts, identité nationale – ont été repris par des partis plus « politiquement corrects ».

Et nous sommes bien arrivés à une droitisation inquiétante puisque banalisée.

La composition du gouvernement Fillon montre bien que la droite s'étend jusqu'à la

social démocratie : 4 membres de ce gouvernement viennent de cette gauche (MM Kouchner, Besson, Jouyet et Hirsch).

Mais la révolution conservatrice ne se retrouve pas que dans cette lepénisation de la vie politique, dans cette droitisation du paysage politique français.

On peut parler d'un radicalisme politique qui s'abandonne à la logique du monde économique, à la loi dite du marché, c'est à dire à la loi du plus fort. M. Sarkozy n'est que la figure de proue d'un pouvoir politique lié aux grands groupes des médias et aux plus riches (Bolloré, Lagardère, Pinault, Bouygues...) et qui ne fera rien allant contre leurs intérêts.

L'épopée des vacances à Malte sur un yacht de luxe, à mon sens n'est pas une bourde, mais plutôt un signe fort d'une droite décomplexée.

Une e autre dimension de cette révolution conservatrice, c'est ce que l'on pourrait appeler la « révolte des riches ». Ces riches d'aujourd'hui estiment ne pas avoir de responsabilités particulières vis-à-vis de la collectiUnvité : cela passe par la contestation de l'impôt, voire son refus.

Révolution conservatrice aussi, parce qu'il y a une peur de l'avenir qui n'est plus vu que sous la forme du désordre, et pousse à devenir conservateur. C'est en partie ce qui explique qu'une majorité de gens plutôt âgés ait voté Sarkozy.

Enfin, ce n'est un secret pour personne que Sarkozy a une affinité marquée avec l'idéologie des néoconservateurs américains, jusque dans ses propos sur l'inné et l'homosexualité. Sa campagne sur les « valeurs morales » fait penser aux thèmes développés par les éminences grises de Bush : les Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Dick Cheney entre autres.

Autre dérive à laquelle on assiste et qui affaiblit le politique, c'est la

« peoplisation ».

Et les grands médias que sont les télévisions, les hebdomadaires comme JDD ou Paris Match sont devenus le principal appareil idéologique du système. Et ce ne sont pas eux qui permettront un véritable débat politique.

Enfin comme le rappelle Ignacio Ramonet dans le Monde Diplomatique de ce mois, la véritable hiérarchie des pouvoirs « place au sommet, le pouvoir économique et financier, suivi du pouvoir médiatique, mercenaire du précédent ».

Et l'on peut craindre que le pouvoir politique avec M. Sarkozy devienne lui aussi le mercenaire du premier pouvoir.

Jean-François

Vous pouvez dorénavant vous connecter à notre site:

<http://attacbeziers.free.fr>

Vous y trouverez une mine d'informations, vous pouvez vous connecter également sur le site d'attac hérault .

Agenda d'Attac Béziers:

- **Café Citoyen:** Thème :A quoi bon voter..? Le 28 juin, 18h30 à la péniche, le Capharnarhum

- **Ecole d'été d'Attac Catalogne**, de 18h à 21h30, du 25 au 29 juin

- du 8 au 12 juillet **Chemins de la découverte** (dans Avignon)

-24 au 28 août **Université d'été d'ATTAC** à Toulouse.

- **CNCL** les 10 et 11 septembre

- 3ème édition **Forum Mondial des Migrants** , juin 2008 à Madrid